

OUTIL 54

Évaluer si la réunification est dans l'intérêt supérieur de l'enfant dans les cas complexes

Face à des cas complexes, le personnel qui évalue si la réunification est dans l'intérêt supérieur de l'enfant doit étudier les éléments suivants :

- **Quelle était la raison de la séparation ?** En cas de séparation volontaire, les problèmes initiaux ont-ils été résolus ? Si l'enfant a décidé de quitter le foyer, les conditions sont-elles restées identiques ? L'enfant souhaite-t-il retrouver sa famille ou peut-on s'attendre à ce qu'il quitte de nouveau son foyer après la réunification ?
- **La famille a-t-elle connu des problèmes relationnels avant la séparation (par exemple, négligence, violence ou maltraitance) ?**
- **La famille a-t-elle connu des changements importants depuis la séparation, par exemple le décès, la maladie ou le handicap d'un ou de plusieurs membres de la famille ?**
- **Quelles sont les préoccupations de la famille liées à la réunification, et que peut-on faire pour y répondre** (par exemple ressources/capacités financières insuffisantes ou problèmes comportementaux, sociaux ou émotionnels de l'enfant) ?
- **Quelles sont les préoccupations de l'enfant liées à la réunification, et que peut-on faire pour y répondre ?** Sont-elles liées à des expériences particulières depuis la séparation, telles que l'association à des forces armées ou à un groupe armé, ou la violence sexuelle ?
- **L'enfant requiert-il des soins de santé autres que les soins habituellement disponibles dans la communauté qu'il réintègrera ?** Les conditions rendront-elles difficile la fourniture de soins optimaux ?
- **La communauté que l'enfant réintègrera nourrit-elle une quelconque hostilité envers les enfants qui reviennent ?** Quelle situation occupe la famille au sein de la communauté ? De quel degré de soutien social bénéficie-t-elle ? Une évaluation approfondie doit être effectuée si les enfants qui reviennent, en particulier ceux associés aux forces armées ou aux groupes armés, suscitent de l'hostilité.
- **Une insécurité permanente règne-t-elle dans la zone dans laquelle l'enfant revient ?** Quelle est l'ampleur du risque ? Dans quelle mesure la vie quotidienne de la famille est-elle affectée ?